

F. 2000 — 2429

[C — 2000/27405]

31 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment l'article 5, 6°;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 mars 1999;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les Centres de formation permanente des classes moyennes, les délégués à la tutelle, les chefs d'entreprise, les apprentis et les stagiaires doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives aux cours dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Titre Ier. — Dispositions communes

Article 1^{er}. L'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé l'Institut, agréé le cours et le cycle de cours qui satisfont aux conditions générales fixées dans le présent arrêté et aux objectifs fondamentaux de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 2. Pour l'application de l'article 1^{er}, il faut entendre par « cours » les cours visés aux articles 14 et 40 qui sont organisés durant une année de formation.

Par cycle de cours, il faut entendre les cours visés aux articles 14 et 40 organisés durant une ou plusieurs années de formation au terme de laquelle ou desquelles une évaluation de fin d'apprentissage ou de fin de formation de chef d'entreprise est organisée.

Art. 3. Les Centres de formation permanente des classes moyennes, ci-après dénommés « Centres », organisent les cours visés dans le présent arrêté.

Art. 4. Pour l'agrément des cours professionnels visés aux articles 14 et 40, des cours intégrés visés aux mêmes articles et des cours de langues visés aux articles 23 et 51, conformes aux dispositions du présent arrêté, entrent en compte les facteurs suivants :

1° le caractère régional du cours. Il faut entendre par cours régional un cours organisé soit dans un seul Centre, soit alternativement dans deux Centres;

2° si la formation a pour objet une profession susceptible de concerner un nombre restreint d'entreprises, l'Institut fixe la liste de ces professions;

3° s'il s'agit d'un Centre de classe I ou de classe II. Il faut entendre par :

a) Centre de classe I, un Centre dont le siège d'activité est situé dans un arrondissement administratif dont la densité de population est inférieure à celle de la moyenne régionale;

b) Centre de classe II, un Centre dont le siège d'activité est situé dans un arrondissement administratif dont la densité de population est supérieure ou égale à cette moyenne;

4° le caractère cyclique ou non du cours, à savoir dont les années de cours s'organisent successivement.

Art. 5. En cas de fusion de deux ou plusieurs Centres de formation avec maintien de leurs activités dans plusieurs lieux de formation appelés « sites », une globalisation des effectifs peut être décidée par l'Institut, après concertation avec le Centre, à condition que :

1° les dispositions des articles 31, 32, 61 et 62 restent d'application pour chaque site;

2° le nombre moyen d'auditeurs par classe n'excède pas les maxima prévus aux articles 34 et 64, calculés séparément par site, à concurrence de :

a) 10 % pour les cours professionnels ou intégrés visés aux articles 14 et 40;

b) 20 % pour les cours de connaissances générales ou de gestion.

Art. 6. L'Institut coordonne les activités pédagogiques du réseau en donnant l'impulsion nécessaire et en développant toute initiative à cette fin.

L'Institut fixe la localisation des cours en concertation avec les Centres.

Les Centres sont tenus de se conformer aux décisions de l'Institut prises lors de ces réunions de concertation.

Art. 7. Un cours regroupe exclusivement les auditeurs d'une même année de formation.

Par dérogation à l'alinéa premier, moyennant décision favorable de l'Institut, les auditeurs inscrits dans une même section peuvent être regroupés dans un même cours à condition que :

- 1° cette mesure ne porte pas préjudice à l'enseignement de la matière;
- 2° le nombre d'heures de cours exigé par l'article 2, alinéa 2 de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire soit respecté;
- 3° le cours concerné ait le caractère régional visé à l'article 4, 1°, ou se rapporte à une profession visée à l'article 4, 2°.

Art. 8. Une période probatoire d'une durée de six semaines maximum prenant fin — sauf dérogation de l'Institut au plus tard le 31 octobre, est imposée avant tout agrément de cours. Celle-ci comporte au maximum :

- 1° soit trente-deux heures de cours généraux visés à l'article 14 ou de gestion visés à l'article 40 et 32 heures de cours professionnels visés aux mêmes articles;
- 2° soit 64 heures de cours intégrés visés aux articles 14 et 40.

L'Institut agréé les cours qui répondent aux conditions d'effectifs, fixées aux chapitres IX, dans les quinze jours qui suivent la période probatoire visée à l'alinéa 1^{er}.

Les cours sont agréés jusqu'à la fin du semestre en cours.

Dans le courant du mois de janvier, l'Institut vérifie si les conditions d'effectifs sont toujours réunies.

Lorsqu'un Centre maintient l'organisation d'un cours qui ne correspond plus aux conditions d'effectifs, l'agrément de celui-ci est maintenu jusqu'à la fin de l'année de formation ainsi que le paiement des formateurs; les subventions forfaitaires par heure de cours prévues au règlement financier de l'Institut sont supprimées.

Art. 9. Le candidat pour lequel aucun cours oral de connaissances professionnelles n'est organisé, peut bénéficier d'une aide pédagogique organisée par le Centre ou le formateur en entreprise, sous la coordination de l'Institut, à condition que le nombre d'heures de cours exigé par l'article 2 de la loi du 29 juin 1983 précitée soit respecté.

Art. 10. Les cours sont donnés par des formateurs qui satisfont aux conditions de recrutement fixées par l'Institut. L'agrément du formateur par l'Institut est l'une des conditions auxquelles l'agrément des cours est subordonné.

L'Institut peut prendre une décision de non-agrément d'un cours lorsque le ou les formateurs de ce cours font l'objet de rapports défavorables de l'Institut.

Art. 11. L'Institut peut modifier les programmes de base, les cours qui y correspondent et leur organisation, lorsque ces modifications ont pour but de promouvoir des innovations pédagogiques, techniques ou de s'intégrer soit dans les programmes de formation de l'Union européenne, soit dans les programmes à dimension transnationale.

Art. 12. Les programmes visés aux articles 16 et 42 sont élaborés de manière à établir une corrélation étroite entre les formations théoriques et pratiques.

Art. 13. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours homogènes et des cours à distance.

Un cours homogène est un cours de connaissances générales visé à l'article 14 ou de gestion visé à l'article 40 qui rassemble un groupe d'auditeurs inscrits dans des formations concernant des professions relevant d'un même secteur professionnel.

L'Institut arrête la liste de ces cours homogènes.

Un cours à distance est un cours qui s'adresse à des auditeurs qui suivent un programme sans la présence continue d'un formateur et qui se donne essentiellement en dehors du Centre de formation.

Ces cours doivent être conformes aux programmes de formation élaborés par l'Institut.

TITRE II. — Formation en apprentissage

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Art. 14. Les cours en apprentissage se répartissent en cours de formation générale appelés « cours généraux » et cours de formation professionnelle appelés « cours professionnels ».

Ces cours peuvent, pour certaines professions dont la liste est fixée par l'Institut, être réunis en un seul cours appelé cours « intégré ».

Les cours peuvent être complétés, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, par les cours visés aux chapitres IV à VIII du présent titre.

Art. 15. Les cours doivent être conformes aux programmes de formation élaborés par l'Institut.

CHAPITRE II. — Programmes

Art. 16. Le programme de formation générale porte sur les matières nécessaires à l'acquisition de savoir, de savoir-faire et d'attitudes favorisant l'éducation et le développement de la personnalité.

Le programme de formation professionnelle porte sur les matières nécessaires à l'acquisition de savoir, de savoir-faire et d'attitudes nécessaires à l'exercice de la profession choisie et complète la formation pratique en entreprise.

L'Institut organise ses programmes en vue de l'aménagement de passerelles vers d'autres réseaux de formation.

Art. 17. L'Institut peut scinder ses programmes en différents modules qui sont capitalisables afin de :

1° pouvoir valoriser les éventuels acquis antérieurs à l'apprentissage;

2° faciliter les réorientations professionnelles ou scolaires

CHAPITRE III. — *Auditeurs*

Art. 18. § 1^{er}. Est admis aux cours :

- 1° l'apprenti engagé dans les liens d'un contrat d'apprentissage agréé par l'Institut;
- 2° l'auditeur qui remplit les conditions suivantes :
 - a) avoir satisfait à l'obligation scolaire à temps plein;
 - b) apprendre en entreprise la pratique d'une profession indépendante figurant sur la liste des professions qui peuvent faire l'objet d'un contrat d'apprentissage;
 - c) répondre aux conditions de formation antérieure exigées pour conclure un contrat d'apprentissage dans la profession choisie.

§ 2. L'inscription aux cours a lieu du 1^{er} août au 31 décembre.

Art. 19. § 1^{er}. L'auditeur visé à l'article 18, § 1^{er}, 1°, ou son représentant légal choisit le(s) Centre(s) où il suivra les cours.

§ 2. Conformément au plan de formation global visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 ou de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatifs au plan de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, le Centre inscrit l'auditeur aux cours appropriés.

Lorsqu'il s'agit d'un auditeur visé à l'article 18, § 1^{er}, 1°, le Centre informe le délégué à la tutelle et l'Institut de toute modification ultérieure à l'inscription.

Les cours et les activités organisés dans le cadre de la formation sont obligatoires.

L'Institut contrôle la fréquentation des cours par l'auditeur.

Art. 20. Conformément au principe des unités capitalisables visé à l'article 17, l'auditeur peut suivre soit les cours de connaissances générales, soit les cours de connaissances professionnelles, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, à condition que le nombre d'heures de cours exigé par l'article 2, alinéa 2, de la loi du 29 juin 1983 précitée soit respecté.

CHAPITRE IV. — *Cours de remédiation*

Art. 21. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours de remédiation.

Les cours de remédiation ont pour objectifs :

- 1° de combler les lacunes qui handicapent l'auditeur dans l'apprentissage des connaissances générales prévues au programme en tenant compte du rythme d'apprentissage de celui-ci;
- 2° d'aider l'auditeur à surmonter les difficultés qui peuvent survenir en cours de formation.

Art. 22. Les cours de remédiation sont organisés conformément aux dispositions des articles 35, 37 et 38 du présent arrêté et aux directives de l'Institut.

CHAPITRE V. — *Cours de langues*

Art. 23. L'Institut peut agréer des cours de langues qui répondent à des nécessités d'ordre technique, économique ou qui s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'échange, de mobilité, de partenariat ou d'action communautaire.

Par cours de langues, il faut entendre un cours de connaissances de base d'une langue autre que la langue maternelle.

Art. 24. L'auditeur visé à l'article 18 est admis aux cours de langues.

CHAPITRE VI. — *Cours complémentaires*

Art. 25. Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 fixant les conditions d'agrément des contrats d'apprentissage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, l'Institut peut agréer des cours complémentaires de pratique professionnelle.

L'Institut fixe les conditions auxquelles ces cours doivent satisfaire pour pouvoir être agréés et subventionnés et les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

CHAPITRE VII. — *Cours à option*

Art. 26. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours à option. Les cours à option sont des cours facultatifs qui répondent à des besoins spécifiques d'ordre pédagogique, économique ou technique.

L'Institut fixe les conditions d'agrément de subventionnement de ces cours et les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

CHAPITRE VIII. — *Accueil, orientation et remise à niveau*

Art. 27. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours d'accueil, d'orientation et de remise à niveau :

- 1° les « séances d'accueil » sont des cours visant à informer l'apprenti ou le candidat-apprenti de la spécificité de la formation dispensée au sein du réseau, de même que des objectifs poursuivis en cours de formation ou encore de la finalité de celle-ci;
- 2° les « séances d'orientation » sont des cours visant à conceptualiser les attentes de l'apprenti ou du candidat-apprenti en matière de formation ou de choix professionnel. Ces séances d'orientation peuvent revêtir plusieurs formes : organisation de tests, entretiens ou encore mises en situation professionnelle;
- 3° la « remise à niveau » consiste en des cours qui visent à pallier certaines carences par rapport aux pré-requis exigés pour rentrer en apprentissage.

Ils sont dispensés aux candidats en vue de les préparer à la fréquentation des cours en apprentissage.

Les cours d'accueil et de remise à niveau peuvent être rendus obligatoires par l'Institut pour l'apprenti qui a conclu un premier contrat d'apprentissage de 3 ans durant le premier semestre de l'année civile.

Art. 28. Ces cours de remise à niveau se scindent en différents modules. Selon les lacunes constatées, le Centre détermine le ou les modules à suivre par l'apprenti.

Art. 29. Chaque module doit être suivi par 8 auditeurs au moins.

CHAPITRE IX. — Organisation des cours

Art. 30. Pour être agréés, les cours généraux doivent compter au minimum 12 auditeurs au sens de l'article 35.

Art. 31. En cas d'organisation pour la première fois, d'un cycle de cours ou en cas d'organisation d'un cycle de cours après une interruption de deux ans minimum, l'agrément de la première année de cours est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° 8 auditeurs au minimum pour les cours professionnels, intégrés et les cours de langues des Centres de classe II;

2° 6 auditeurs au minimum pour les cours professionnels, intégrés et les cours de langues des Centres de classe I.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Institut peut déroger à ce nombre pour les cours visés à l'article 4, 1° et 2°.

Art. 32. En cas de cycles de cours organisés l'année précédente, l'agrément des cours est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° pour les cours professionnels ou intégrés : 4 auditeurs au minimum par année.

Lorsque ces cours se donnent dans deux Centres, l'effectif global des trois années doit être au minimum de :

a) 19 auditeurs pour les Centres de classe II;

b) 17 auditeurs pour les Centres de classe I;

2° pour les cours de langues, le nombre minimum d'auditeurs est le suivant :

a) 1^{re} année : 8 auditeurs;

b) 2^e année : 6 auditeurs;

c) 3^e année : 4 auditeurs.

Art. 33. En cas de cours organisés l'année précédente, il est possible de déroger :

1° aux conditions visées à l'article 32, 1°, pendant une durée maximale d'un an pour autant que chaque année de cours comporte au moins 4 auditeurs.

Cette dérogation ne pourra être à nouveau accordée, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation.

La disposition de l'article 31 sera appliquée à l'année de formation suivant celle qui a fait l'objet de la dérogation;

2° aux conditions visées à l'article 32, 1°, en année terminale.

Cette dérogation ne pourra être accordée à nouveau, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation.

La disposition de l'article 31 sera appliquée à l'année de formation suivant celle qui a fait l'objet de la dérogation.

Art. 34. § 1^{er}. L'auditoire d'une même année de cours peut être divisé, en tenant compte des nécessités pédagogiques, comme suit :

1° pour les cours généraux organisés par un Centre, quelle que soit leur localisation, sauf dérogation accordée par l'Institut conformément à l'article 5 du présent arrêté :

Nombre d'apprentis	Nombre max. de classes
21	2
41	3
61	4

Lorsque l'auditoire comprend plus de 61 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 apprentis supplémentaires;

2° pour les cours de remédiation :

— nombre d'apprentis : 12;

— nombre maximum de classes : 2.

Lorsque l'auditoire comprend plus de 12 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 8 apprentis supplémentaires;

3° pour les cours professionnels, cours intégrés, cours de langues dispensés :

a) en classe normale :

— nombre d'apprentis : 21;

— nombre maximum de classes : 2.

Lorsque l'auditoire comprend plus de 21 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 apprentis supplémentaires;

b) en classe-atelier :

— nombre d'apprentis : 18;

— nombre maximum de classes : 2.

Lorsque l'auditoire comprend plus de 18 apprentis, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 17 apprentis supplémentaires.

§ 2. La division des auditoires est autorisée jusqu'au 31 janvier.

§ 3. L'Institut peut déroger aux conditions fixées au § 1^{er}, en admettant un nombre inférieur d'auditeurs par classe :

- 1° lorsque le bon déroulement pédagogique des cours le nécessite;
- 2° lorsqu'il s'agit de leçons de pratique démonstrative dans les cours professionnels conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut;
- 3° lorsqu'il s'agit de cours de langues dans une même profession ou groupe de professions;
- 4° lorsqu'il s'agit de programmes de formation comprenant des matières à option.

Art. 35. Pour l'application des dispositions mentionnées aux articles 29 à 34, il est tenu compte de l'auditeur inscrit conformément aux articles 18 et 19 et qui a été présent au cours, au moins une fois sur deux, à dater du jour où il a commencé à suivre les cours.

Est également pris en considération, l'auditeur absent pour un motif qui selon la législation sociale justifie l'absence au travail.

Art. 36. L'auditoire des cours professionnels est composé des auditeurs d'une même profession.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le nombre d'auditeurs d'une profession n'est pas suffisant pour former un auditoire satisfaisant aux conditions fixées aux articles 29 et 31 à 34, l'Institut peut agréer des cours pour les auditeurs de deux ou plusieurs professions, dites apparentées présentant des matières communes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si le programme de deux ou plusieurs professions présente, pour une même année de formation déterminée, des matières communes, l'Institut peut agréer des cours comprenant une matière commune et des matières propres à chacune des professions.

Art. 37. § 1^{er}. Le nombre d'heures de cours généraux, professionnels et la répartition de ces heures par matière et par année sont fixés par l'Institut, en tenant compte des nécessités pédagogiques, ainsi que de l'organisation traditionnelle des cours, de la manière suivante :

1° cours généraux :

- a) 1^{ère} année : 180 heures;
- b) 2^{ème} et 3^{ème} années : 120 heures minimum par année;

2° cours professionnels :

- a) 1^{re} année : 180 heures;
- b) 2^e et 3^e années : 120 heures minimum par année;

3° cours intégrés :

- a) 1^{re} année : 360 heures;
- b) 2^e et 3^e années : 240 heures minimum par année;

4° cours de langues : au maximum 32 heures par année;

5° cours de remédiation :

- a) en 1^{re} année de formation, au maximum : 32 heures en français et 32 heures en mathématiques;
- b) en 2^e et 3^e années, au maximum : 16 heures en français et 16 heures en mathématiques.

§ 2. L'Institut peut déroger aux dispositions visées au § 1^{er} en raison de la spécificité et du degré de technicité de la profession ou du groupe de professions faisant l'objet du cours, ainsi qu'en raison des nécessités pédagogiques.

§ 3. Pour les programmes des cours à option, cours complémentaires et cours d'accueil, d'orientation et de remise à niveau, le nombre d'heures est fixé par l'Institut.

Art. 38. Les cours obligatoires sont organisés pendant la journée et se terminent au plus tard à 18 heures, sauf dérogation accordée par l'Institut.

Art. 39. Le Centre conserve les données relatives aux auditeurs soumis à l'obligation scolaire jusqu'à la délivrance du certificat.

TITRE III. — *Formation de chef d'entreprise*

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Art. 40. Les cours en formation de chef d'entreprise se répartissent en cours de connaissances de gestion appelés « cours de gestion » et cours de connaissances professionnelles appelés « cours professionnels ».

Les cours de gestion et les cours professionnels peuvent être réunis en un seul cours appelé cours « intégré ». L'Institut fixe la liste des professions pour lesquelles des cours intégrés peuvent être organisés.

Les cours peuvent être complétés, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, par d'autres cours visés aux chapitres IV à VIII du présent titre.

Art. 41. Les cours doivent être conformes aux programmes de formation élaborés par l'Institut.

CHAPITRE II. — *Programmes*

Art. 42. Le programme de gestion porte sur toutes les matières afférentes au management d'une petite ou moyenne entreprise, qu'elles soient d'ordre technique, commercial, financier ou administratif.

Le programme de formation professionnelle porte sur les connaissances théoriques nécessaires à l'exercice d'une activité indépendante et à la gestion d'une P.M.E. dans la profession choisie. Il complète la formation pratique professionnelle.

Les programmes sont, à tout le moins, conformes aux réglementations conditionnant l'exercice des professions.

Art. 43. L'Institut peut scinder ses programmes en différents modules qui sont capitalisables afin de :

- 1° pouvoir valoriser les éventuels acquis antérieurs à la formation de chef d'entreprise;
- 2° faciliter la réorientation professionnelle ou scolaire de l'auditeur;
- 3° permettre à l'auditeur de planifier dans le temps sa formation y compris étaler certains cours « théoriques » sur une durée fixée par l'Institut.

CHAPITRE III. — Auditeurs

Art. 44. § 1^{er}. Est admis aux cours, l'auditeur qui satisfait à l'obligation scolaire et qui répond à l'une des conditions de formation antérieure ci-après :

- 1° être titulaire d'un certificat d'apprentissage;
- 2° être titulaire du certificat de l'enseignement secondaire inférieur ou du certificat de l'enseignement secondaire du second degré dans les sections générale, technique ou artistique;
- 3° être titulaire du certificat de réussite de l'enseignement secondaire du troisième degré de l'enseignement professionnel et, dans ce cas, être en possession du certificat de qualification;
- 4° être titulaire d'une attestation de réussite de la partie de l'examen de fin d'apprentissage portant sur la formation générale pour autant que les dispositions du plan de formation le permettent. Ces auditeurs ne peuvent suivre que la formation à la gestion;
- 5° être titulaire d'une attestation de réussite des épreuves de connaissances générales et professionnelles en apprentissage pour autant que le plan de formation le permette. L'auditeur est admissible en première année de la formation de chef d'entreprise. Il n'est admis en deuxième année qu'après avoir réussi l'épreuve pratique de fin de formation en apprentissage.

§ 2. Les titulaires d'un certificat d'enseignement secondaire inférieur de l'enseignement professionnel délivré avant 1998 sont considérés comme répondant aux conditions d'admission fixées au § 1^{er}.

§ 3. L'apprenti qui a échoué aux épreuves de connaissances générales n'est pas admis en formation de chef d'entreprise.

§ 4. Le Centre apprécie, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut, s'il convient de satisfaire à la demande de l'auditeur qui souhaite s'inscrire pour la troisième fois dans la même année de formation.

Art. 45. L'Institut organise un examen pour l'auditeur qui ne répond pas à l'une des conditions visées à l'article 44. Le Centre communique la liste de ces auditeurs à l'Institut.

L'inscription aux cours est subordonnée à la réussite de l'examen visé à l'alinéa premier.

Art. 46. Le chef d'entreprise ou l'indépendant en activité au moment de l'inscription aux cours est dispensé de répondre aux conditions fixées par l'article 44.

Le chef d'entreprise ou l'indépendant ayant exercé son activité durant au moins un an, dans les 5 années précédant son admission aux cours, est dispensé de répondre aux conditions fixées à l'article 44.

Art. 47. L'admission aux cours est autorisée jusqu'au 31 octobre à condition qu'elle ait lieu dans les six premières semaines de cours sauf :

- 1° en cas de force majeure appréciée par le Centre, moyennant accord de l'Institut;
- 2° lorsque l'auditeur a introduit un recours contre une décision de refus d'inscription notifiée par le Centre au plus tard le 31 octobre. Dans ce cas, l'Institut doit statuer dans un délai d'un mois à dater de l'introduction du recours et en informer tant le Centre que l'intéressé. Passé ce délai, l'inscription sera considérée valable.

Art. 48. Moyennant l'accord de l'Institut, le Centre peut dispenser l'auditeur n'ayant pas conclu de convention de stage, de suivre tout ou partie d'un ou de plusieurs cours, s'il prouve une connaissance suffisante de la matière concernée.

Pour l'auditeur ayant conclu une convention de stage, le plan de formation précise les cours à suivre conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ou à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998.

Art. 49. Le Ministre peut, sur avis ou sur proposition motivée de l'Institut, modifier les conditions d'admission visées à l'article 44 pour certaines professions ou groupes de professions.

Dans ce cas, les articles 45 et 46 ne sont pas d'application.

Art. 50. Suivant le principe des unités capitalisables visé à l'article 43, l'auditeur peut être inscrit soit aux cours de gestion, soit aux cours professionnels selon les conditions et modalités fixées par l'Institut.

CHAPITRE IV. — Cours de langues

Art. 51. L'Institut peut agréer des cours de langues définis à l'article 23 lorsque ceux-ci répondent à des nécessités d'ordre pédagogique, technique, économique ou s'ils s'inscrivent dans le cadre d'un programme d'échange, de mobilité, de partenariat ou d'action communautaire.

Est admis aux cours de langue :

- 1° l'auditeur des cours de formation de chef d'entreprise;
- 2° le titulaire d'une attestation de réussite de cours de formation de chef d'entreprise ou d'un diplôme de chef d'entreprise;
- 3° le chef d'entreprise établi et ses proches collaborateurs.

CHAPITRE V. — *Cours complémentaires*

Art. 52. Conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, l'Institut peut agréer des cours complémentaires de pratique professionnelle.

L'Institut fixe non seulement les conditions auxquelles ces cours doivent satisfaire pour pouvoir être agréés et subventionnés mais aussi les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

Les auditeurs admis aux cours de formation de chef d'entreprise de certaines professions peuvent également participer aux cours complémentaires de pratique professionnelle.

CHAPITRE VI. — *Cours à option*

Art. 53. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours à option. Les cours à option sont des cours professionnels facultatifs qui répondent à des besoins spécifiques d'ordre pédagogique, économique ou technique.

L'Institut fixe les conditions auxquelles les cours à options doivent répondre pour pouvoir être agréés et subventionnés ainsi que les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés.

CHAPITRE VII. — *Cours d'adaptation*

Art. 54. En fonction des nécessités, l'Institut peut agréer des cours d'adaptation.

Les cours d'adaptation s'adressent aux auditeurs de première chef d'entreprise de connaissances de gestion ou de connaissances professionnelles relatives aux professions intellectuelles de prestataires de service. Ils ont pour objectifs de pallier les lacunes et d'aider l'auditeur à surmonter les difficultés d'assimilation.

Les cours d'adaptation peuvent être scindés en différents modules auxquels l'auditeur s'inscrit en fonction des lacunes constatées.

Chaque module est suivi par six auditeurs au moins. Ces cours sont organisés parallèlement ou préalablement aux cours de la première année de chef d'entreprise.

Art. 55. L'Institut détermine le programme, le contenu des cours d'adaptation et arrête leurs modalités d'organisation

CHAPITRE VIII. — *Année préparatoire*

Art. 56. L'Institut peut agréer des cours professionnels, appelés cours préparatoires, entre autres pour les candidats stagiaires, dont le plan de formation prévoit une année supplémentaire en application de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Les cours préparatoires visent à donner à ces candidats les connaissances professionnelles nécessaires pour pouvoir suivre ultérieurement les cours de formation de chef d'entreprise.

Art. 57. Le programme des cours préparatoires est élaboré par l'Institut. Il se fonde notamment sur les matières prévues aux programmes de connaissances professionnelles des deuxième et troisième années d'apprentissage.

Art. 58. L'Institut fixe les conditions auxquelles les cours préparatoires doivent satisfaire pour pouvoir être agréés et subventionnés ainsi que les professions pour lesquelles ils peuvent être organisés. Ils doivent compter au minimum 6 auditeurs.

CHAPITRE IX. — *Organisation des cours*

Art. 59. Les cours de formation de chef d'entreprise débutent entre le 1^{er} septembre et le 15 octobre au plus tard, sauf dérogation accordée préalablement par l'Institut.

Art. 60. Pour être agréés, les cours de gestion doivent compter au minimum 12 auditeurs au sens de l'article 65.

Art. 61. En cas d'organisation, pour la première fois, d'un cycle de cours ou en cas d'organisation d'un cycle de cours après une interruption de deux ans minimum, l'agrément de la première année de cours professionnels, de cours intégrés ou de cours de langues est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° 10 auditeurs au minimum dans les Centres de classe II;

2° 8 auditeurs au minimum dans les Centres de classe I.

L'Institut peut déroger à ce nombre pour les cours régionaux visés à l'article 4, 1°, sans pour autant descendre en dessous de six auditeurs.

Art. 62. En cas de cycles de cours déjà organisés l'année précédente, l'agrément des cours est subordonné au respect des conditions suivantes :

1° cours professionnels et cours intégrés dont la durée est de deux ans :

a) pour les Centres de classe II :

— 1^{re} année : 8 auditeurs au minimum;

— 2^e année : 4 auditeurs au minimum.

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, les années distinctes peuvent être maintenues, à condition que l'effectif global de ces deux années soit atteint avec un minimum de 6 auditeurs en première année;

b) pour les Centres de classe I, pour les cours organisés dans les professions visées à l'article 4, 2°, pour les cours organisés de façon cyclique :

— 1^{re} année : 6 auditeurs au minimum;

— 2^e année : 4 auditeurs au minimum.

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, deux années distinctes peuvent être maintenues à condition que l'effectif global de ces deux années soit atteint avec un minimum de 5 en première année;

c) pour les cours régionaux :

— 1re année : 5 auditeurs au minimum;

— 2e année : 4 auditeurs au minimum;

2° cours professionnels et cours intégrés dont la durée du cycle est de 3 ans

a) pour les Centres de classe II :

— 1re année : 10 auditeurs au minimum;

— 2e année : 6 auditeurs au minimum;

— 3e année : 4 auditeurs au minimum.

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, les années distinctes peuvent être maintenues à condition que l'effectif global de ces années soit atteint avec un minimum de 9 en première année et de 4, au moins, dans chacune des autres années;

b) pour les Centres de classe I, pour les cours régionaux, pour les cours organisés dans les professions visées à l'article 4, 2° ou pour les cours organisés de façon cyclique :

— 1re année : 10 auditeurs au minimum;

— 2e année : 5 auditeurs au minimum;

— 3e année : 4 auditeurs au minimum.

Lorsque les effectifs précités ne sont pas atteints, les années distinctes peuvent être maintenues à condition que l'effectif global de ces années soit atteint avec un minimum de 9 auditeurs en première année, de 4 auditeurs en deuxième année et de 3 auditeurs en troisième année;

3° en cas de cycle d'un an, le cours sera agréé à condition qu'il compte au minimum 8 auditeurs;

4° cours de langues :

— 1re année : 8 auditeurs au minimum;

— 2e année : 6 auditeurs au minimum;

— 3e année : 6 auditeurs au minimum.

Art. 63. En cas de cours organisé l'année précédente, il est possible de déroger :

1° aux conditions visées à l'article 62, pendant une durée maximale d'un an, pour autant que chaque année de cours comporte au moins 4 auditeurs.

Cette dérogation ne pourra être à nouveau accordée, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation;

2° aux conditions visées à l'article 62 en année terminale.

Cette dérogation ne pourra être accordée à nouveau, pour le même cycle, qu'à l'issue d'une période correspondant à la durée de la formation.

La disposition de l'article 61 sera appliquée à l'année de formation suivant celle qui a fait l'objet de la dérogation.

Art. 64. § 1^{er}. L'auditoire d'une même année de cours peut être divisé, en tenant compte des nécessités pédagogiques, de la manière suivante :

1° cours de gestion organisés par un Centre, quelle que soit leur localisation, sauf dérogation accordée par l'Institut, conformément à l'article 5 du présent arrêté : Nombre d'auditeurs

Nombre d'auditeurs 1re année de gestion et 2e année de gestion homogène	Deuxième année de gestion	Nombre maximum de classes
21	31	2
41	56	3
61	81	4

Lorsque l'auditoire de première année de gestion ou de la deuxième année de gestion homogène comprend plus de 61 auditeurs, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 auditeurs supplémentaires.

Lorsque l'auditoire de deuxième année de gestion comprend plus de 81 auditeurs, le nombre de classes augmente d'un unité par groupe de 25 auditeurs supplémentaires;

2° cours professionnels, cours intégrés, cours de langues dispensés :

a) en classe normale :

nombre d'auditeurs : 21;

nombre maximum de classes : 2.

Lorsque l'auditoire comprend plus de 21 auditeurs, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 20 auditeurs supplémentaires;

b) exclusivement en classe-atelier :

nombre d'auditeurs : 18;

nombre maximum de classes : 2.

Lorsque l'auditoire comprend plus de 18 auditeurs, le nombre de classes augmente d'une unité par groupe de 17 auditeurs supplémentaires.

§ 2. La division des auditoires est autorisée jusqu'à la fin de la période probatoire visée à l'article 8, sauf dérogation accordée par l'Institut.

§ 3. L'Institut peut déroger au § 1^{er} en admettant un nombre inférieur d'auditeurs par classe :

- 1° lorsqu'il s'agit de cours professionnels ou intégrés dont les auditeurs ont conclu une convention de stage;
- 2° lorsque le bon déroulement pédagogique des cours le nécessite;
- 3° lorsqu'il s'agit de leçons de pratique démonstrative dans les cours professionnels, conformément aux conditions et modalités fixées par l'Institut;
- 4° lorsqu'il s'agit de cours de langues dans une même profession ou groupe de professions;
- 5° lorsqu'il s'agit de programmes de formation comprenant des matières à option.

Art. 65. Pour l'application des dispositions mentionnées aux articles 54, 58 et 60 à 64, il est tenu compte des auditeurs régulièrement inscrits conformément aux articles 44 à 47 et 49 qui ont été présents aux cours, au moins une fois sur deux, à dater du jour où ils ont commencé à suivre les cours.

Est également pris en considération, l'auditeur absent pour un motif qui selon la législation sociale justifie l'absence au travail.

Art. 66. L'auditoire des cours professionnels est composé des auditeurs d'une même profession.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le nombre d'auditeurs d'une profession n'est pas suffisant pour former un auditoire répondant aux conditions fixées aux articles 61 à 64, l'Institut peut agréer des cours pour les auditeurs de deux ou plusieurs professions (dites apparentées) présentant des matières communes.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans la même hypothèse, si le programme de deux ou plusieurs professions présente, pour une même année de formation déterminée, des matières communes à chacune d'elles, l'Institut peut agréer des cours comprenant une matière commune et des matières propres à chacune des professions.

Art. 67. § 1^{er}. Le nombre d'heures de cours de gestion et de cours professionnels de même que la répartition de ces heures par matière et par année sont fixés par l'Institut, en tenant compte des nécessités pédagogiques, ainsi que de l'organisation traditionnelle des cours, de la manière suivante :

1° cours de gestion :

- 1^{re} année : 128 heures;
- 2^e année : 128 heures;

2° cours de connaissances professionnelles : 128 heures par année;

3° cours intégrés : 256 heures par année;

4° cours de langues : maximum de 96 heures par année.

§ 2. L'Institut peut déroger aux dispositions visées au § 1^{er} en raison de la spécificité et du degré de technicité de la profession ou du groupe de professions faisant l'objet du cours, ainsi qu'en raison de nécessités pédagogiques.

§ 3. Une formation de chef d'entreprise d'un an est également possible.

§ 4. Le nombre d'heures des programmes de cours à option, cours complémentaires, cours d'adaptation et année préparatoire, est fixé par l'Institut.

CHAPITRE X. — *Organisation des cours accélérés*

Art. 68. § 1^{er}. En fonction des nécessités définies au § 2, l'Institut peut agréer des cours accélérés de gestion et des cours accélérés pour les formations concernant les professions intellectuelles de prestataires de service.

Ils se fondent sur les programmes déterminés à l'article 42.

§ 2. Les cours accélérés doivent répondre à des nécessités d'ordre pédagogique, technique, économique ou législatif.

§ 3. Lorsqu'ils font partie des formations pour lesquelles la pratique est suffisamment appréhendée par les cours eux-mêmes et, notamment, lorsqu'ils s'intègrent dans les programmes de formation de l'Union européenne, les cours professionnels peuvent être dispensés, moyennant l'accord de l'Institut, sous la forme de cours accélérés.

§ 4. Les auditeurs qui justifient une pratique professionnelle antérieure, exigée pour l'exercice d'une profession réglementée, sont admis à suivre ces cours accélérés.

Art. 69. Les cours accélérés sont organisés sur une période de trois mois au minimum. Le volume d'heures par programme ne peut être inférieur à celui fixé à l'article 67.

Art. 70. L'auditeur inscrit à une formation accélérée organisée en application de l'article 68, doit répondre aux conditions d'admission visées à l'article 44.

Art. 71. Dès l'ouverture d'une formation accélérée, le Centre transmet à l'Institut l'horaire de cours.

Pour être agréés, les cours accélérés doivent répondre aux conditions fixées aux articles 60 à 64.

Si, après 8 heures de cours, l'effectif n'est pas atteint, il est mis fin au cours.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'Institut peut déroger à ces conditions lorsqu'il s'agit de formations organisées en application de l'article 68, § 3.

Art. 72. Une période probatoire couvrant les 28 premières heures de cours est prévue. Le Centre ne peut admettre un auditeur au-delà de cette période probatoire.

Art. 73. L'auditoire d'une session de cours accélérés peut être divisé selon les normes définies à l'article 64.

Cette division ne peut se faire après la période probatoire visée à l'article 72.

Art. 74. Après la période probatoire visée à l'article 72, les cours accélérés sont agréés jusqu'à leur terme.

L'agrément a lieu dans la semaine qui suit l'expiration de la période probatoire.

Art. 75. Pour l'application des dispositions visées aux articles 71 et 73, il est tenu compte des auditeurs régulièrement inscrits qui ont été présents aux cours au moins deux fois sur trois durant la période probatoire fixée à l'article 72, à dater du jour où les cours ont débuté.

Art. 76. Les cours accélérés de gestion sont organisés à intervalles de quatre semaines.

Art. 77. Pour l'application des dispositions de l'article 73, les auditeurs fréquentant les cours accélérés ne peuvent être globalisés avec les auditeurs visés à l'article 64.

TITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 78. L'Institut fixe les modalités d'application du présent arrêté.

Art. 79. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 octobre 1991 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 80. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 81. La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2000.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme M. ARENA

VERTALING

N. 2000 — 2429

[C — 2000/27405]

31 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » (Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen), gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995, inzonderheid op artikel 5, 2°, 3° en 4°;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », gegeven op 18 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », de permanente vormingscentra van de middenstand, de afgevaardigden voor het toezicht, de bedrijfsleiders, de leerlingen en de stagiairs hoe dan ook op de hoogte moeten zijn van de nieuwe bepalingen die betrekking hebben op de cursussen in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het nieuwe vormingsjaar op 1 september 2000 van start gaat;

Overwegende dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt en in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

TITEL I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 1. Het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », hierna het Instituut genoemd, erkent de cursus en de cursussencyclus die voldoen aan de in dit besluit bepaalde algemene voorwaarden en aan de fundamentele doelstellingen van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 2. Voor de toepassing van artikel 1 wordt verstaan onder « cursussen », de in de artikelen 14 en 40 bedoelde cursussen die gedurende één vormingsjaar worden georganiseerd.

Onder cursussencyclus wordt verstaan de in de artikelen 14 en 40 bedoelde cursussen georganiseerd gedurende één of meer vormingsjaren aan het einde waarvan een eindeleertijdsevaluatie of een evaluatie op het einde van de vorming als bedrijfsleider wordt georganiseerd.

Art. 3. De permanente vormingscentra van de middenstand, hierna « centra » genoemd, organiseren de in dit besluit bedoelde cursussen.

Art. 4. Voor de erkenning van de in de artikelen 14 en 40 bedoelde cursussen beroepskennis, van de in dezelfde artikelen bedoelde geïntegreerde cursussen en van de in artikelen 23 en 51 bedoelde taalcursussen, die de bepalingen van dit besluit conform zijn, komen de volgende factoren in aanmerking :

1° het gewestelijke karakter van de cursus. Onder gewestelijke cursus wordt verstaan een cursus die ofwel in één enkel centrum, ofwel beurtelings in twee centra, wordt georganiseerd;

2° als de vorming een beroep beoogt dat een beperkt aantal ondernemingen zou kunnen betreffen, bepaalt het Instituut de lijst van deze beroepen;

3° als het gaat om een centrum van klasse I of van klasse II, wordt verstaan onder :

a) centrum van klasse I, een centrum waarvan de bedrijfszetel is gelegen in een administratief arrondissement met een bevolkingsdichtheid kleiner dan die van het gewestelijke gemiddelde;

b) centrum van klasse II, een centrum waarvan de bedrijfszetel is gelegen in een administratief arrondissement met een bevolkingsdichtheid hoger dan of gelijk aan die van het gewestelijke gemiddelde;

4° het al dan niet cyclische karakter van de cursus, d.w.z. als de cursussenjaren al dan niet achtereenvolgens worden georganiseerd.

Art. 5. In geval van fusie van twee of meer vormingscentra met behoud van hun activiteiten op verschillende vormingsplaatsen, die « sites » worden genoemd, kan een globalisering van het personeelsbestand door het Instituut in overleg met het centrum besloten worden op voorwaarde dat :

1° de bepalingen van de artikelen 31, 32, 61 en 62 voor elke site van toepassing blijven;

2° het gemiddelde aantal cursisten per klas niet hoger is dan de in de artikelen 34 en 64 bedoelde maxima die voor elke site afzonderlijk worden berekend en die :

a) 10 % voor de cursussen beroepskennis of voor de geïntegreerde cursussen waarvan sprake in de artikelen 14 en 40 bedragen;

b) 20 % voor de cursussen algemene kennis of voor de cursussen bedrijfsbeheer bedragen.

Art. 6. Het Instituut coördineert de pedagogische activiteiten van het net door de nodige impulsen te geven en door elk initiatief te ontwikkelen dat daartoe nodig is.

Het Instituut bepaalt de lokalisatie van de cursussen in overleg met de centra.

De centra moeten de beslissingen overnemen die het Instituut gedurende deze overlegvergaderingen heeft genomen.

Art. 7. Een cursus omvat uitsluitend de cursisten van hetzelfde vormingsjaar.

In afwijking van het eerste lid en mits een gunstige beslissing van het Instituut kunnen de in een zelfde sectie ingeschreven cursisten in een zelfde cursus worden samengebracht op voorwaarde dat :

1° deze maatregel niet nadelig is voor het aanleren van het vak;

2° het aantal lessen vereist bij artikel 2, tweede lid, van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht wordt nageleefd;

3° de betrokken cursus het in artikel 4, 1°, bedoelde gewestelijke karakter heeft of een in artikel 4, 2°, bedoeld beroep betreft.

Art. 8. Een proefperiode van maximum zes weken die — behoudens afwijking van het Instituut — uiterlijk op 31 oktober afloopt, wordt vóór elke erkenning van een cursus opgelegd. Deze periode telt maximum :

1° ofwel 32 uren algemene cursussen bedoeld in artikel 14 of cursussen bedrijfsbeheer bedoeld in artikel 40 en 32 uren cursussen beroepskennis bedoeld in dezelfde artikelen;

2° ofwel 64 uren geïntegreerde cursussen bedoeld in de artikelen 14 en 40.

Het Instituut erkent de cursussen die de in hoofdstuk IX bedoelde voorwaarden voor het personeelsbestand vervullen, binnen vijftien dagen na de in het eerste lid bedoelde proefperiode.

De cursussen worden tot het einde van het lopende halfjaar erkend.

In de loop van de maand januari gaat het Instituut na of de voorwaarden voor het personeelsbestand nog vervuld worden.

Wanneer een centrum een cursus die de voorwaarden voor het personeelsbestand niet meer vervult, blijft organiseren, worden de erkenning ervan tot het einde van het vormingsjaar alsmede de betaling van de vormingswerkers gehandhaafd; de forfaitaire toelagen per lesuur die bedoeld zijn in het financiële reglement van het Instituut worden afgeschaft.

Art. 9. De kandidaten voor wie geen mondelinge cursus beroepskennis wordt georganiseerd, kunnen een pedagogische hulp genieten die door het centrum of door de vormingswerker die in bedrijven actief is, onder de coördinatie van het Instituut georganiseerd wordt, op voorwaarde dat het aantal lessen vereist bij artikel 2 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht wordt nageleefd.

Art. 10. De cursussen worden gegeven door vormingswerkers die de door het Instituut bepaalde aanwervingsvoorwaarden vervullen. De erkenning van de vormingswerker door het Instituut is één van de voor de erkenning van de cursussen vereiste voorwaarden.

Het Instituut kan een beslissing tot niet-erkenning van een cursus nemen, wanneer de vormingswerker(s) van deze cursus het voorwerp uitmaakt(uitmaken) van ongunstige verslagen door het Instituut.

Art. 11. Het Instituut kan de basisprogramma's, de daarmee overeenstemmende cursussen en hun organisatie wijzigen, wanneer deze wijzigingen tot doel hebben pedagogische of technische innovaties te bevorderen of zich ofwel in de vormingsprogramma's van de Europese Unie, ofwel in de programma's met een supranationale dimensie te integreren.

Art. 12. De in de artikelen 16 en 42 bedoelde programma's worden zodanig uitgewerkt dat de theoretische en praktische vormen nauw worden verbonden.

Art. 13. Naar gelang van de behoeften kan het Instituut homogene en afstandscursussen erkennen.

Een homogene cursus is een in artikel 14 bedoelde cursus algemene kennis of een in artikel 40 bedoelde cursus bedrijfsbeheer die een groep van cursisten verenigt, die ingeschreven zijn in vormingen m.b.t. beroepen van dezelfde beroepssector.

Het Instituut bepaalt de lijst van deze homogene cursussen.

Een afstandscursus is een cursus voor cursisten die een programma volgen zonder de continue aanwezigheid van een vormingswerker en die voornamelijk wordt gegeven buiten het vormingscentrum.

Deze cursussen moeten conform zijn aan de door het Instituut uitgewerkte vormingsprogramma's.

TITEL II. — Vorming onder leercontract

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 14. De cursussen onder leercontract worden verdeeld in cursussen algemene vorming, genoemd « algemene cursussen », en in cursussen beroepsvorming, genoemd « cursussen beroepskennis ».

Deze cursussen kunnen voor bepaalde beroepen, waarvan de lijst door het Instituut wordt bepaald, worden samengebracht in één enkele cursus, « geïntegreerde cursus » genoemd.

Deze cursussen kunnen aangevuld worden door de in de hoofdstukken IV tot VIII van deze titel bedoelde cursussen, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden.

Art. 15. De cursussen moeten aan de door het Instituut uitgewerkte vormingsprogramma's conform zijn.

HOOFDSTUK II. — Programma's

Art. 16. Het programma algemene kennis heeft betrekking op de vakken die noodzakelijk zijn voor het verwerven van kennis, vaardigheden en attitudes die de opvoeding en de ontwikkeling van de persoonlijkheid bevorderen.

Het programma beroepsvorming heeft betrekking op de leerinhouden die noodzakelijk zijn voor het verwerven van kennis, vaardigheden en attitudes die vereist zijn voor de uitoefening van het gekozen beroep en die de praktische vorming in de onderneming aanvullen.

Het Instituut organiseert zijn programma's met het oog op de overstapmogelijkheden naar andere vormingsnetten.

Art. 17. Het Instituut kan zijn programma's in verschillende modules verdelen die kapitaliseerbaar zijn om :

- 1° de vóór de leertijd eventuele verworven kennis te kunnen valoriseren;
- 2° de beroeps- of schoolomschakelingen te vergemakkelijken.

HOOFDSTUK III. — Cursisten

Art. 18. § 1. Tot de cursussen wordt toegelaten :

- 1° de leerling verbonden door een leercontract erkend door het Instituut;
- 2° de cursist die de volgende voorwaarden vervult :
 - a) aan de voltijdse leerplicht hebben voldaan;
 - b) in een onderneming de praktijk leren van een zelfstandig beroep voorkomend op de lijst van de beroepen die in aanmerking komen voor een leercontract;
 - c) aan de voorwaarden voldoen inzake de voorafgaande vorming die vereist wordt om een leercontract in het gekozen beroep te sluiten.

§ 2. De inschrijving voor de cursussen geschiedt van 1 augustus tot 31 december.

Art. 19. § 1. De in artikel 18, § 1, 1°, bedoelde cursist of zijn wettelijke vertegenwoordiger kiest het(de) centrum(centra) uit waar hij de cursussen zal volgen.

§ 2. Overeenkomstig het gezamenlijke opleidingsplan bedoeld in artikel 1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het afwisselend opleidingsprogramma in de permanente opleiding van de middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, schrijft het centrum de cursist voor de aangepaste cursussen in.

Wanneer het gaat om een in artikel 18, § 1, 1°, bedoelde cursist, brengt het centrum de afgevaardigde voor het toezicht en het Instituut op de hoogte van elke wijziging aangebracht na de inschrijving.

De cursussen en de activiteiten georganiseerd in het kader van de vorming zijn verplicht.

Het Instituut controleert het cursussenbezoek door de cursist.

Art. 20. Overeenkomstig het in artikel 17 bedoelde beginsel van de kapitaliseerbare eenheden, kan de cursist ofwel de cursussen algemene kennis, ofwel de cursussen beroepskennis volgen, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden, met dien verstande dat het aantal lessen vereist bij artikel 2, tweede lid, van bovenvermelde wet van 29 juni 1983 wordt nageleefd.

HOOFDSTUK IV. — Bijscholingscursussen

Art. 21. Naar gelang van de behoeften kan het Instituut bijscholingscursussen erkennen.

De bijscholingscursussen hebben tot doel :

- 1° de leemten te vullen die de cursisten hinderen in het verwerven van de in het programma bedoelde algemene kennis, rekening houdende met zijn leerritme;
- 2° de cursisten te helpen om de eventuele moeilijkheden gedurende de vorming te overwinnen.

Art. 22. De bijscholingscursussen worden georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 35, 37 en 38 van dit besluit en de richtlijnen van het Instituut.

HOOFDSTU V. — *Taalcursussen*

Art. 23. Het Instituut kan taalcursussen erkennen die voorzien in behoeften van technische, economische aard of die in het kader passen van een uitwisselings-, mobiliteits- of samenwerkingsprogramma of van een gemeenschappelijke actie.

Onder taal cursus wordt verstaan een cursus basiskennis van een andere taal dan de moedertaal.

Art. 24. De in artikel 18 bedoelde cursist wordt toegelaten tot de taalcursussen.

HOOFDSTUK VI. — *Bijkomende cursussen*

Art. 25. Overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 tot bepaling van de voorwaarden waaronder de leerovereenkomsten erkend worden in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen kan het Instituut bijkomende cursussen beroepspraktijk erkennen.

Het Instituut bepaalt de voorwaarden waaraan deze cursussen moeten voldoen om erkend en gesubsidieerd te worden en de beroepen waarvoor ze kunnen worden georganiseerd.

HOOFDSTUK VII. — *Optiecursussen*

Art. 26. Naar gelang van de behoeften kan het Instituut optiecursussen erkennen. De optiecursussen zijn facultatieve cursussen die voorzien in specifieke behoeften van pedagogische, economische of technische aard.

Het Instituut bepaalt de voorwaarden waaronder deze cursussen worden erkend en gesubsidieerd, en de beroepen waarvoor ze kunnen worden georganiseerd.

HOOFDSTUK VIII. — *Onthaal, oriëntatie en bijlessen*

Art. 27. Naar gelang van de behoeften kan het Instituut onthaal- en oriëntatiecursussen en bijlessen erkennen :

1° de « kennismakingssessie » zijn cursussen die bedoeld zijn om de leerling of de kandidaat-leerling in kennis te stellen van de specificiteit van de binnen het net gegeven vorming, alsmede van de gedurende de vorming nagestreefde doelstellingen of van het doel ervan;

2° de « oriëntatiesessies » zijn cursussen die bedoeld zijn om concepten te vormen uit de verwachtingen van de leerling of de kandidaat-leerling inzake vorming of beroepskeuze. Deze oriëntatiesessies kunnen verschillende vormen hebben : organisatie van testen, gesprekken of simulaties van beroepstoestand;

3° de « bijlessen » bestaan in cursussen die bedoeld zijn om enkele leemten te vullen in de vereiste voorkennis. De cursussen worden aan de kandidaten gegeven om hen voor te bereiden aan het bezoek van de leercursussen.

Het Instituut kan verlangen dat de kennismakingssessies en de bijlessen verplicht worden voor de leerling die gedurende het eerste halfjaar van het kalenderjaar een eerste leerovereenkomst van drie jaar heeft gesloten.

Art. 28. De bijlessen worden verdeeld in verschillende modules. Naar gelang van de vastgestelde leemten bepaalt het centrum de module(s) die de leerling moet volgen.

Art. 29. Elke module moet door ten minste acht cursisten gevolgd worden.

HOOFDSTUK IX. — *Organisatie van de cursussen*

Art. 30. Om erkend te worden, moeten de algemene cursussen door minstens twaalf cursisten in de zin van artikel 35 worden gevolgd.

Art. 31. Indien een cursussencyclus voor de eerste keer of na een onderbreking van minimum twee jaar georganiseerd wordt, moet de erkenning van het eerste lesjaar aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° minimum 8 cursisten voor de cursussen beroeps kennis, de geïntegreerde cursussen en de taalcursussen van de centra van klasse II;

2° minimum 6 cursisten voor de cursussen beroeps kennis, de geïntegreerde cursussen en de taalcursussen van de centra van klasse I.

In afwijking van het eerste lid kan het Instituut van dit getal afwijken voor de in artikel 4, 1° en 2°, bedoelde cursussen.

Art. 32. Voor de cursussencyclusen die in de loop van het vorige jaar zijn georganiseerd, moet de erkenning aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° voor de cursussen beroeps kennis of de geïntegreerde cursussen : minstens 4 cursisten per jaar.

Wanneer deze cursussen in twee centra worden gegeven, bedraagt het globale personeelsbestand van de drie jaren minstens :

a) 19 cursisten voor de centra van klasse II;

a) 17 cursisten voor de centra van klasse I;

2° voor de taalcursussen is het minimumaantal cursisten het volgende :

a) 1e jaar : 8 cursisten;

b) 2e jaar : 6 cursisten;

c) 3e jaar : 4 cursisten.

Art. 33. Als het cursussen betreft die in de loop van het vorige jaar zijn georganiseerd, kan worden afgeweken :

1° van de in artikel 32, 1°, bedoelde voorwaarden gedurende maximum één jaar, voor zover elk cursusjaar door minstens vier cursisten is gevolgd.

Deze afwijking kan voor dezelfde cyclus pas opnieuw worden verleend na een met de vormingsduur overeenstemmende periode.

De beschikking van artikel 31 zal worden toegepast op het vormingsjaar volgend op het jaar dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de afwijking.

2° van de in artikel 32, 1°, bedoelde voorwaarden, wat het laatste jaar betreft.

Deze afwijking kan voor dezelfde cyclus pas opnieuw worden verleend na een met de vormingsduur overeenstemmende periode.

De beschikking van artikel 31 zal worden toegepast op het vormingsjaar volgend op het jaar dat het voorwerp heeft uitgemaakt van de afwijking.

Art. 34. § 1. Rekening houdende met de pedagogische behoeften kan de cursistengroep van een zelfde cursusjaar opgesplitst worden als volgt :

1° voor de door een centrum georganiseerde algemene cursussen, ongeacht hun lokalisatie, behoudens afwijking verleend door het Instituut overeenkomstig artikel 5 van dit besluit :

Aantal leerlingen	Maximumaantal klassen
21	2
41	3
61	4

Als de cursussen door meer dan 61 leerlingen worden gevolgd, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 20 bijkomende leerlingen.

2° voor de bijscholingscursussen :

- aantal leerlingen : 12;
- maximumaantal klassen : 2.

Als de cursussen door meer dan 12 leerlingen worden gevolgd, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 8 bijkomende leerlingen.

3° voor de cursussen beroepskennis, de geïntegreerde cursussen en de taalcursussen gegeven :

- a) in gewone klassen :
 - aantal leerlingen : 21;
 - maximumaantal klassen : 2.

Als de cursussen door meer dan 21 leerlingen worden gevolgd, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 20 bijkomende leerlingen.

- b) in atelierklassen :
 - aantal leerlingen : 12;
 - maximumaantal klassen : 2.

Als de cursussen door meer dan 18 leerlingen worden gevolgd, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 17 bijkomende leerlingen.

§ 2. De cursistengroepen mogen gesplitst worden tot 31 januari.

§ 3. Het Instituut kan afwijken van de in § 1 bedoelde voorwaarden en een kleiner aantal cursisten per klas toelaten :

- 1° als het nodig is voor het vlotte pedagogische verloop van de cursussen;
- 2° als het gaat om praktische demonstratielessen in de cursussen beroepskennis, overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden;
- 3° als het gaat om taalcursussen in een zelfde beroep of een groep van beroepen;
- 4° als het gaat om vormingsprogramma's met keuzevakken.

Art. 35. Voor de toepassing van de in de artikelen 29 tot 34 bedoelde bepalingen, wordt rekening gehouden met de overeenkomstig de artikelen 18 en 19 ingeschreven cursist die de les minstens één keer op twee heeft gevolgd te rekenen vanaf de dag waarop hij is begonnen de cursussen te volgen.

Ook de cursist die afwezig is om een reden die volgens de sociale wetgeving de afwezigheid op het werk wettigt, komt in aanmerking.

Art. 36. De cursistengroep die de cursussen beroepskennis volgt, bestaat uit cursisten van een zelfde beroep.

Als het aantal cursisten van een zelfde beroep niet volstaat om een groep te vormen die aan de in de artikelen 29 en 31 tot 34 bedoelde voorwaarden voldoet, kan het Instituut, in afwijking van het eerste lid, cursussen erkennen voor de cursisten van twee of meer beroepen, die verwant zijn genoemd en die gemeenschappelijke vakken bieden.

Als het programma voor twee of meer beroepen voor een zelfde vormingsjaar in gemeenschappelijke vakken voorziet, kan het Instituut, in afwijking van het eerste lid, cursussen erkennen met een gemeenschappelijk vak en met vakken die eigen zijn aan elk beroep, hebben.

Art. 37. § 1. Rekening houdende met de pedagogische behoeften en met de traditionele organisatie van de cursussen, worden het aantal uren algemene cursussen en cursussen beroepskennis en de verspreiding van deze uren per vak en per jaar door het Instituut als volgt bepaald :

1° algemene cursussen :

- a) 1e jaar : 180 uren;
- b) 2e en 3e jaar : minimum 120 uren per jaar;

2° cursussen beroepskennis :

- a) 1e jaar : 180 uren;
- b) 2e en 3e jaar : minimum 120 uren per jaar;

3° geïntegreerde cursussen :

- a) 1e jaar : 360 uren;
- b) 2e en 3e jaar : minimum 240 uren per jaar;

4° taalcursussen : maximum 32 uren per jaar;

5° bijscholingscursussen :

a) 1e vormingsjaar : maximum 32 uren Frans en 32 uren wiskunde;

b) 2e en 3e jaar : maximum 16 uren Frans en 16 uren wiskunde.

§ 2. Het Instituut kan afwijken van de in § 1 bedoelde bepalingen wegens de specificiteit en het technische karakter van het beroep of van de groep van beroepen die het voorwerp uitmaken van de cursus, alsmede wegens pedagogische behoeften.

§ 3. Voor de programma's van keuzecursussen, bijkomende cursussen en onthaal- en oriëntatiecursussen en bijlessen wordt het aantal uren door het Instituut vastgesteld.

Art. 38. De verplichte cursussen worden overdag georganiseerd en eindigen uiterlijk op 18 uur, behoudens afwijking verleend door het Instituut.

Art. 39. Het centrum behoudt de gegevens betreffende de cursisten die aan de leerplicht onderworpen zijn, tot het afgeven van het getuigschrift.

TITEL III. — *Vorming als bedrijfsleider*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 40. De cursussen voor de vorming als bedrijfsleider omvatten cursussen algemene kennis, « cursussen bedrijfsbeheer » genoemd, en cursussen beroepskennis.

De cursussen bedrijfsbeheer en de cursussen beroepskennis kunnen samengebracht worden in één enkele cursus, « geïntegreerde cursus » genoemd. Het Instituut bepaalt de lijst van de beroepen waarvoor geïntegreerde cursussen kunnen worden georganiseerd.

De cursussen kunnen door andere cursussen bedoeld in de hoofdstukken IV tot VIII van deze titel aangevuld worden overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden.

Art. 41. De cursussen moeten conform zijn aan de door het Instituut uitgewerkte vormingsprogramma's.

HOOFDSTUK II. — *Programma's*

Art. 42. Het programma bedrijfsbeheer heeft betrekking op alle vakken van technische, commerciële, financiële of administratieve aard m.b.t. het management van een kleine of middelgrote onderneming.

Het programma beroepsvorming heeft betrekking op de theoretische kennis die nodig is voor de uitoefening van een zelfstandig beroep en voor het beheer van een K.M.O. in het gekozen beroep. Het vult de praktische beroepsvorming aan.

De programma's stemmen op zijn minst overeen met de reglementeringen voor de uitoefening van deze beroepen.

Art. 43. Het Instituut kan zijn programma's in verschillende modules verdelen die kapitaliseerbaar zijn om :

1° de vóór de vorming als bedrijfsleider eventuele verworven kennis te kunnen valoriseren;

2° de beroeps- of schoolomschakeling van de cursist te vergemakkelijken;

3° de cursist in staat te stellen zijn vorming te kunnen plannen en enkele « theoretische » cursussen over een door het Instituut bepaalde duur te kunnen spreiden.

HOOFDSTUK III. — *Cursisten*

Art. 44. § 1. Tot de cursussen wordt toegelaten, de cursist die aan de leerplicht en aan één van de hiernavermelde voorwaarden van voorvorming voldoet :

1° titularis zijn van een leertijdsgetuigschrift;

2° titularis zijn van een getuigschrift van het lager secundair onderwijs of van het secundair onderwijs van de tweede graad in de algemene, technische of kunstsecties;

3° titularis zijn van een getuigschrift van het secundair onderwijs van de derde graad van het beroepsonderwijs en, in dit geval, het kwalificatiegetuigschrift bezitten;

4° titularis zijn van een attest waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor het gedeelte van het examen einde leertijd dat betrekking heeft op de algemene vorming, voor zover de bepalingen van het vormingsplan het mogelijk maken. Deze cursisten kunnen slechts de vorming inzake beheer volgen;

5° titularis zijn van een attest waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor de proeven algemene kennis en beroepskennis in leertijd, voor zover het vormingsplan het mogelijk maakt. De cursist kan toegelaten worden in het eerste jaar van de vorming als bedrijfsleider. Hij wordt slechts in het tweede jaar toegelaten na voor de praktische proef van het einde van de leertijdsvorming te zijn geslaagd.

§ 2. De titularissen van een vóór 1998 afgegeven getuigschrift van het lager secundair beroepsonderwijs worden geacht aan de in § 1 toelatingsvoorwaarden te voldoen.

§ 3. De leerling die voor de proeven algemene kennis niet is geslaagd, wordt tot de vorming als bedrijfsleider niet toegelaten.

§ 4. Overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden beoordeelt het centrum of er moet worden voldaan aan de aanvraag van de cursist die zich voor de derde keer in hetzelfde vormingsjaar wil inschrijven.

Art. 45. Het Instituut organiseert een examen voor de cursist die één van de in artikel 44 bedoelde voorwaarden niet vervult. Het centrum maakt de lijst van deze cursisten aan het Instituut over.

De inschrijving voor de cursussen hangt van het slagen voor het in het eerste lid bedoelde examen af.

Art. 46. De bedrijfsleider of de zelfstandige die bij de inschrijving voor de cursussen actief is, wordt ervan vrijgesteld aan de in artikel 44 bedoelde voorwaarden te voldoen.

De bedrijfsleider of de zelfstandige die binnen de vijf jaar vóór zijn toelating tot de cursussen gedurende minstens één jaar actief is geweest, wordt ervan vrijgesteld aan de in artikel 44 bedoelde voorwaarden te voldoen.

Art. 47. De toelating tot de cursussen wordt tot 31 oktober toegelaten op voorwaarde dat ze binnen de zes eerste lesweken geschiedt behalve :

1° in geval van overmacht beoordeeld door het centrum, mits toestemming van het Instituut;

2° als de cursist een beroep heeft ingesteld tegen een beslissing tot inschrijvingsweigering waarvan het centrum uiterlijk 31 oktober kennis heeft gegeven. In dit geval moet het Instituut binnen één maand te rekenen van het instellen van het beroep beslissen, en zowel het Centrum als de betrokkene, daarvan op de hoogte brengen. Na afloop van deze termijn zal de inschrijving als geldig worden beschouwd.

Art. 48. Mits toestemming van het Instituut kan het centrum de cursist die geen stageovereenkomst heeft gesloten, ervan vrijstellen het geheel of een deel van één of meer cursussen te volgen, als hij bewijst een voldoende kennis van het betrokken vak te hebben.

Voor de cursist die een stageovereenkomst heeft gesloten, bepaalt het vormingsplan de te volgen cursussen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen of het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998.

Art. 49. De Minister kan, op advies of op met redenen omkleed voorstel van het Instituut, de in artikel 44 bedoelde toelatingsvoorwaarden wijzigen voor enkele beroepen of groep van beroepen. In dit geval zijn de artikelen 45 en 46 niet van toepassing.

Art. 50. Volgens het in artikel 43 bedoelde principe van de kapitaliseerbare eenheden kan de cursist ofwel voor de cursussen beheer, ofwel voor de cursussen beroepskennis ingeschreven zijn overeenkomstig de door het Instituut bepaalde voorwaarden.

HOOFDSTUK IV. — *Taalcursussen*

Art. 51. Het Instituut kan taalcursussen bepaald in artikel 23 erkennen, wanneer ze in behoeften van pedagogische, technische, of economische aard voorzien of die in het kader van een uitwisselings-, mobiliteits- of samenwerkingsprogramma of van een gemeenschappelijke actie passen.

Tot de taalcursussen wordt toegelaten :

1° de cursist van de cursussen vorming als bedrijfsleider;

2° de titularis van een attest waaruit blijkt dat hij geslaagd is voor de cursussen vorming als bedrijfsleider of een diploma van bedrijfsleider;

3° de gevestigde bedrijfsleider en zijn naaste medewerkers.

HOOFDSTUK V. — *Bijkomende cursussen*

Art. 52. Overeenkomstig artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote onderneming kan het Instituut bijkomende praktische cursussen erkennen.

Het Instituut bepaalt zowel de voorwaarden die deze cursussen moeten vervullen om erkend en gesubsidieerd te worden als de beroepen waarvoor ze kunnen worden georganiseerd.

De cursisten die toegelaten zijn tot de cursussen vorming als bedrijfsleider van enkele beroepen, kunnen ook de bijkomende praktische cursussen volgen.

HOOFDSTUK VI. — *Optiecursussen*

Art. 53. Naar gelang van de behoeften kan het Instituut keuzecursussen erkennen. De optiecursussen zijn facultatieve beroepscursussen die in specifieke behoeften van pedagogische, economische of technische aard voorzien.

Het Instituut bepaalt de voorwaarden die deze optiecursussen moeten vervullen om erkend en gesubsidieerd te worden en de beroepen waarvoor ze kunnen worden georganiseerd.

HOOFDSTUK VII. — *Bijscholingscursussen*

Art. 54. Naar gelang van de behoeften kan het Instituut bijscholingscursussen erkennen.

De bijscholingscursussen richten zich tot de cursisten in het eerste jaar vorming als bedrijfsleider, de cursisten van de cursussen beheer en beroepskennis betreffende de intellectuele beroepen van dienstverleners. Zij hebben tot doel in de leemten te voorzien en de cursist te helpen om de verwerkingsmoeilijkheden te overwinnen.

De bijscholingscursussen kunnen worden verdeeld in verschillende modules waarvoor de cursist zich inschrijft naar gelang van de vastgestelde leemten.

Elke module wordt gevolgd door minstens zes cursisten. Deze cursussen worden gelijktijdig of vóór de cursussen van het eerste jaar als bedrijfsleider georganiseerd.

Art. 55. Het Instituut bepaalt het programma, de inhoud van de bijscholingscursussen en de voorwaarden van de organisatie ervan.

HOOFDSTUK VIII. — *Vorbereidend jaar*

Art. 56. Het Instituut kan beroepscursussen, voorbereidende cursussen genoemd, o.a. voor de kandidaten-stagiairs erkennen, voor wie het vormingsplan in een bijkomend jaar voorziet overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende het plan voor afwisselende opleiding in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

De voorbereidende cursussen hebben tot doel deze kandidaten de nodige beroepskennis te geven om de cursussen vorming als bedrijfsleider later te kunnen volgen.

Art. 57. Het programma van de voorbereidende cursussen wordt door het Instituut uitgewerkt. Het wordt met name gebaseerd op de vakken bedoeld in de programma's beroepskennis van het 2e en 3e jaar leertijd.

Art. 58. Het Instituut bepaalt de voorwaarden die de voorbereidende cursussen moeten vervullen om erkend en gesubsidieerd te worden en de beroepen waarvoor ze kunnen worden georganiseerd. Ze moeten minstens door zes cursisten worden gevolgd.

HOOFDSTUK IX. — *Organisatie van de cursussen*

Art. 59. De cursussen vorming als bedrijfsleider beginnen tussen 1 september en uiterlijk 15 oktober, behoudens afwijking voorafgaand verleend door het Instituut.

Art. 60. Om erkend te worden, moeten de cursussen beheer door minstens twaalf cursisten in de zin van artikel 65 gevolgd worden.

Art. 61. Indien een cursussencyclus voor de eerste keer of na een onderbreking van minimum twee jaar wordt georganiseerd, moet de erkenning van het eerste jaar cursussen beroepskennis, geïntegreerde cursussen of taalcursussen aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° minstens 10 cursisten in de centra van klasse II;

2° minstens 8 cursisten in de centra van klasse I.

Het Instituut kan afwijken van dit getal voor de in artikel 4, 1°, bedoelde gewestelijke cursussen, zonder evenwel minder dan zes cursisten te tellen.

Art. 62. Als het cursussencyclusen betreft die in de loop van het vorige jaar zijn georganiseerd, moet de erkenning van de cursussen de volgende voorwaarden vervullen :

1° cursussen beroepskennis en geïntegreerde cursussen waarvan de duur twee jaar is :

a) voor de centra van klasse II :

— 1e jaar : minstens 8 cursisten;

— 2e jaar : minstens 4 cursisten.

Wanneer het bovenvermelde personeelsbestand niet wordt bereikt, kunnen de afzonderlijke jaren behouden worden, op voorwaarde dat het globale personeelsbestand van deze twee jaren met een minimum van zes cursisten in het eerste jaar wordt bereikt.

b) voor de centra van klasse I, voor de cursussen georganiseerd in de in artikel 4, 2°, bedoelde beroepen, voor de cursussen die op cyclische wijze worden georganiseerd :

— 1e jaar : minstens 6 cursisten;

— 2e jaar : minstens 4 cursisten.

Wanneer het bovenvermelde personeelsbestand niet wordt bereikt, kunnen twee afzonderlijke jaren behouden worden, op voorwaarde dat het globale personeelsbestand van deze twee jaren met een minimum van vijf cursisten in het eerste jaar wordt bereikt.

c) voor de gewestelijke cursussen

— 1e jaar : minstens 5 cursisten;

— 2e jaar : minstens 4 cursisten.

2° cursussen beroepskennis en geïntegreerde cursussen waarvan de duur drie jaar is :

a) voor de centra van klasse II :

— 1e jaar : minstens 10 cursisten;

— 2e jaar : minstens 6 cursisten;

— 3e jaar : minstens 4 cursisten.

Wanneer het bovenvermelde personeelsbestand niet wordt bereikt, kunnen de afzonderlijke jaren behouden worden, op voorwaarde dat het globale personeelsbestand van deze met een minimum van negen cursisten in het eerste jaar en minstens vier in elk van de andere jaren wordt bereikt.

b) voor de centra van klasse I, voor de gewestelijke cursussen, voor de cursussen georganiseerd in de in artikel 4, 2°, bedoelde beroepen, of voor de cursussen die op cyclische wijze worden georganiseerd :

— 1e jaar : minstens 10 cursisten;

— 2e jaar : minstens 5 cursisten;

— 3e jaar : minstens 4 cursisten.

Wanneer het bovenvermelde personeelsbestand niet wordt bereikt, kunnen de afzonderlijke jaren behouden worden, op voorwaarde dat het globale personeelsbestand van deze met een minimum van 9 cursisten in het eerste jaar en minstens 4 in het 2e en 3e jaar wordt bereikt.

3° In geval van een cyclus van één jaar zal de cursus erkend worden op voorwaarde dat hij door minstens 8 cursisten wordt gevolgd.

4° Taalcursussen

— 1e jaar : minstens 8 cursisten;

— 2e jaar : minstens 6 cursisten;

— 3e jaar : minstens 6 cursisten.

Art. 63. Als een cursus in de loop van het vorige jaar is georganiseerd, kan afgeweken worden :

1° van de voorwaarden bedoeld in artikel 62, gedurende maximum één jaar, voor zover elk cursusjaar door minimum 4 cursisten wordt gevolgd.

Voor dezelfde cyclus kan deze afwijking pas opnieuw verleend worden na afloop van een periode waarvan de duur overeenstemt met die van de vorming;

2° van de voorwaarden bedoeld in artikel 62, wat het laatste jaar betreft.

Voor dezelfde cyclus kan deze afwijking pas opnieuw verleend worden na afloop van een periode waarvan de duur overeenstemt met die van de vorming.

De bepaling van artikel 61 wordt toegepast op het vormingsjaar volgend op het jaar waarop de afwijking slaat.

Art. 64. § 1. Rekening houdende met de pedagogische behoeften, kan de cursistengroep van een zelfde cursusjaar opgesplitst worden als volgt :

1° Cursussen voor beheerskennis die door een Centrum worden georganiseerd, ongeacht waar, behalve door het « Institut » verleende afwijking, overeenkomstig artikel 5 van dit besluit :

Aantal cursisten Iste jaar beheer en 2de jaar homogeen beheer	Tweede jaar beheer	Maximum aantal klassen
21	31	2
41	56	3
61	81	4

Als het eerste jaar beheer of het tweede jaar homogeen beheer gevolgd wordt door meer dan 61 cursisten, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 20 bijkomende cursisten.

Als het tweede jaar beheer gevolgd wordt door meer dan 81 cursisten, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 25 bijkomende cursisten.

Cursussen voor beroepskennis, geïntegreerde cursussen, taalcursussen gegeven

a) in gewone klassen :

Aantal cursisten : 21

Maximumaantal klassen : 2

Als een groep meer dan 21 cursisten telt, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 20 bijkomende cursisten;

b) uitsluitend in atelier-klassen :

Aantal cursisten : 18

Maximumaantal klassen : 2

Als een groep meer dan 18 cursisten telt, wordt het aantal klassen verhoogd met één eenheid per groep van 17 bijkomende cursisten.

§ 2. De cursistengroepen mogen gesplitst worden tot aan het einde van de proefperiode bedoeld in artikel 8, behalve als het « Institut » een afwijking verleent.

§ 3. Het « Institut » kan van § 1 afwijken door een lager aantal cursisten per klas toe te laten :

1° als het gaat om cursussen voor beroepskennis of om geïntegreerde cursussen waarvoor de cursisten een stageovereenkomst hebben gesloten;

2° als het nodig is voor het vlotte pedagogische verloop van de cursussen;

3° als het gaat om praktische demonstratielessen in de cursussen voor beroepskennis, overeenkomstig de door het « Institut » bepaalde voorwaarden en modaliteiten;

4° als het gaat om taalcursussen m.b.t. hetzelfde beroep of dezelfde categorie van beroepen;

5° als het gaat om vormingsprogramma's met keuzevakken.

Art. 65. Bij de toepassing van de bepalingen van de artikelen 54, 58 en 60 tot 64, wordt rekening gehouden met de overeenkomstig de artikelen 44 tot 47 en 49 behoorlijk ingeschreven cursisten die de cursussen ten minste één keer op twee volgen, te rekenen vanaf de dag waarop zij de cursussen beginnen te volgen.

Er wordt eveneens rekening gehouden met de cursist die afwezig is om een reden die afwezigheid op het werk wettigt krachtens de sociale wetgeving.

Art. 66. De groep cursisten die de cursussen voor beroepskennis volgt, bestaat uit cursisten van hetzelfde beroep.

In afwijking van het eerste lid, als het aantal cursisten van hetzelfde beroep niet volstaat om een groep te vormen die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 61 tot 64, kan het « Institut » voor cursisten van twee of meer (zogenaamd aanverwante) beroepen cursussen erkennen die gemeenschappelijke vakken bieden.

In afwijking van het eerste lid, als het programma voor één of meer beroepen, in dezelfde veronderstelling, voor hetzelfde vormingsjaar in gemeenschappelijke vakken voorziet, kan het « Institut » cursussen erkennen met een gemeenschappelijk vak en met vakken eigen aan elk beroep.

Art. 67. § 1. Rekening houdende met de pedagogische behoeften en de traditionele organisatie van de cursussen worden het aantal uren van de cursussen voor beheers- en beroepskennis en de verspreiding ervan per vak en jaar als volgt bepaald door het « Institut » :

1° cursussen beheer :

a) 1ste jaar : 128 uren;

b) 2de jaar : 128 uren;

2° cursussen beroepskennis : 128 uren per jaar;

3° geïntegreerde cursussen : 256 uren per jaar;

4° taalcursussen : maximum 96 uren per jaar.

§ 2. Het « Institut » kan afwijken van de bepalingen bedoeld in § 1 wegens de specificiteit en de technische graad van het beroep of groep van beroepen waarop de cursus slaat, alsmede omwille van pedagogische behoeften.

§ 3. Een opleiding tot ondernemingshoofd over één jaar is ook mogelijk.

§ 4. Het aantal uren voor de programma's van de keuzevakken, de aanvullende cursussen, de bijscholingscursussen en het voorbereidende jaar, wordt door het « Institut » bepaald.

HOOFDSTUK X. — *Organisatie van snelcursussen*

Art. 68. § 1. Al naar gelang de behoeften bedoeld in § 2, kan het « Institut » haar erkenning verlenen voor de organisatie van versnelde cursussen beheerskennis en snelcursussen voor opleidingen betreffende intellectuele dienstverstrekkende beroepen.

Die cursussen zijn opgenomen in de programma's omschreven in artikel 42.

§ 2. De snelcursussen moeten voldoen aan pedagogische, technische, economische of wetgevende eisen.

§ 3. De cursussen voor beroepskennis mogen, met de instemming van het « Institut » in de vorm van snelcursussen gegeven worden als ze deel uitmaken van opleidingen waarvoor de cursussen zelf in voldoende praktijk voorzien en, met name, als ze opgenomen zijn in de opleidingsprogramma's van de Europese Unie.

§ 4. Deze snelcursussen mogen gevolgd worden door cursisten die het bewijs leveren van beroepspraktijk die vereist is voor een erkend beroep.

Art. 69. De snelcursussen duren minimum drie maanden. Het aantal uren per programma mag niet lager zijn dan het aantal bedoeld in artikel 67.

Art. 70. Cursisten die ingeschreven zijn voor een overeenkomstig artikel 68 georganiseerde snelcursus moeten voldoen aan de toelatingsvoorwaarden bedoeld in artikel 44.

Art. 71. Zodra een snelcursus wordt georganiseerd, maakt het Centrum de lessenrooster over aan het « Institut ».

Om erkend te worden moeten de cursussen voldoen aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 60 tot 64.

Als het vereiste aantal cursisten niet bereikt is na 8 uren les, wordt de cursus opgeheven.

In afwijking van het eerste lid, kan het « Institut » van deze voorwaarden afwijken voor opleidingen die georganiseerd worden overeenkomstig artikel 68, § 3.

Art. 72. De eerste achtentwintig lessen worden beschouwd als proefperiode. Na afloop van de proefperiode mag het Centrum geen cursist meer toelaten.

Art. 73. De cursistengroep die een reeks snelcursussen volgt, kan opgesplitst worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 64.

Hij mag niet gesplitst worden na afloop van de proefperiode bedoeld in artikel 72.

Art. 74. Na afloop van de proefperiode bedoeld in artikel 72, worden de snelcursussen erkend totdat ze eindigen.

Ze worden erkend binnen de week na afloop van de proefperiode.

Art. 75. Bij de toepassing van de bepalingen van de artikelen 71 en 73 wordt rekening gehouden met de behoorlijk ingeschreven cursisten die de cursussen ten minste twee keer op drie bijwonen tijdens de proefperiode bedoeld in artikel 72, te rekenen vanaf de dag waarop de cursussen beginnen.

Art. 76. De snelcursussen voor beheerskennis worden om de vier weken gegeven.

Art. 77. Bij de toepassing van de bepalingen van artikel 73 mogen de cursisten die de snelcursussen volgen, niet opgeteld worden met de cursisten bedoeld in artikel 64.

TITEL IV. — Eindbepalingen

Art. 78. Het « Institut » bepaalt de nadere regels voor de toepassing van dit besluit.

Art. 79. Het besluit van de Executieve van de Franse gemeenschap van 22 oktober 1991 betreffende de cursussen voor opleiding in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 80. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 81. De Minister van Tewerkstelling en Vorming wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA